

## AGRESSION ET SÉCURITÉ: LES PHASES DE LA DÉSAGRÉGATION DU SYSTÈME DE VERSAILLES

On oublie trop souvent que les débuts de l'histoire — come discipline — sont associés à l'effort de comprendre l'impact d'un passé récent sur le présent, que les premières oeuvres historiques (Hérodote, Thucydide) ont été consacrées à l'éclaircissement des causes et du déroulement de grands conflits militaires (les guerres entre les Perses et les Grecs, le guerre du Peloponnèse). La fonction sociale et politique de l'histoire est mise en évidence par ses origines même: expliquer le présent par le passé et en tirer des enseignements pour l'avenir.

Nous nous proposons de suivre les phases et les faits de la désagrégation du système de Versailles; pas une histoire événementielle — parce que bien connue — mais un essai d'analyse qui pourrait aider l'effort actuel de donner des assises plus solides à la paix et à la sécurité du monde. Voici notre division en périodes de l'entre-deux-guerres.

1919—1923. *Versailles: la main de fer.* Dès ses débuts le système de Versailles est apparu comme une unité dialectique, soit une unité des contraires: d'une part il était l'expression des résultats d'une guerre impérialiste et d'autre part il consacrait les résultats d'après les luttes national-révolutionnaires. Mais, même pour les côtés positifs, il faut le dire que le traité fut rédigé à l'ombre des Quatres grands: Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando, et dans leurs mains le bistouri destiné à établir les nouvelles frontières s'est avéré souvent hésitant, parfois désorienté, l'ignorance dépassant quelquefois les limites du crédible. Versailles a mis en évidence une fois de plus la nocivité du directorat des grandes puissances, qui, sûres de leur force, voulaient imposer leur volonté aux peuples, sans pouvoir distinguer, de la hauteur de cette force, les vrais contours de tant de problèmes, petits pour les grands, mais grands pour les petits.

On peut résumer les objectifs fondamentaux de la France par le binom: sécurité — réparations. La France a essayé de faire de la sécurité de sa frontière avec l'Allemagne la pierre angulaire du système de Versailles. La démilitarisation de la Rhénanie signifiait en même temps une garantie contre toute nouvelle agression allemande et une voie ouverte pour aider ses alliés de l'est et du sud-est

de l'Europe (Pologne et la Petite Entente), le substitue d l'alliance russe d'avant la Grande Guerre. A leur tour, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie ont constitué la Petite Entente pour se mettre à l'abri des tendances révisionnistes et pour empêcher que le droit de regard que leur grande alliée voulait exercer sur leur politique étrangère ne devienne par une obligation de se trouver toujours dans le sillage du Quai d'Orsay.

Mais le système français des alliances était miné par une incongruence structurelle. Pays agricoles (à l'exception de la Tchécoslovaquie), les pays amis de la France voyaient dans le marché allemand le meilleur débouché pour leurs céréales. Les alliés entretenaient donc seulement des relations politiques et militaires, tandis que dans la sphère économique trônait, sans conteste, l'adversaire potentiel. L'autre faiblesse du système était l'inégalité dans le cadre de l'alliance, sa puissance s'appuyant en dernière instance sur la force militaire de la France. Construction fragile donc parce que chaque atteinte au pilier français menaçait l'édifice tout entier.

Enfin, le système de Versailles a été sapé par les désaccords entre Paris et Londres surtout en ce qui concerne les réparations. Or, en dépit de brillantes apparences, la France se sentait isolée: le complexe de l'alliance — la conviction que sans le concours anglo-saxon elle ne pouvait résister à une nouvelle attaque allemande — avait engendré une véritable psychose politique. Pour s'en délivrer, Paris choisit la fuite en avant, défiant Londres. Ce fut la politique de la main de fer de Poincaré qui trouva son apogée dans l'occupation militaire du Ruhr.

1924—1933. *Versailles: la main tendue.* L'échec de la politique de Poincaré a décidé la France de substituer à la formule de la sécurité par la force la sécurité par la conciliation. C'est le Traité de Locarno qui allait déclencher une vague d'optimisme dont le sommet fut le pacte Briand-Kellog qui se proposait de renvoyer la guerre au musée d'antiquités.

Pourtant, le Traité de Locarno renfermait deux éléments lourds de graves conséquences. Par le fait que l'Angleterre devenait le garant de la frontière franco-allemande, les relations entre les deux pays ont subi un profond changement »le rapport entre eux n'était plus une alliance avec des obligations réciproques, mais une garantie unilatérale donnée par l'Angleterre«. Dorénavant, Paris allait régler sa montre sur Londres. Dans sa »soif de sécurité«, la France sacrifie à sa propre sécurité pour obtenir l'appui britannique: le moyen parvenait à prévaloir sur le but.

Le deuxième vice structurel de Locarno était l'abandon des alliés orientaux de la France, la Pologne et la Tchécoslovaquie, dont les frontières avec l'Allemagne restaient sans garantie. C'était le début de cette néfaste politique, dont l'aboutissement sera l'accord de Munich: resoudre au détriment des Etats est-européens les contradictions

entre les grandes puissances, accepter — et plus tard encourager — le *Drang nach Osten* pour empêcher le *Drang nach Westen*.

Le déchaînement de la crise économique, dont la conséquence en Allemagne fut l'ascension du nazisme, obscurcit le ciel clair de Locarno et finit par tuer l'esprit de Locarno.

1933—1936: *Versailles contesté*. Le régime nazi lança dès le début le défi au système de Versailles. Le pacte fut une première tentative d'empêcher de nouvelles tensions par la formule du directorat des grandes puissances. La résistance acharnée des pays de l'Est (la Petite Entente et la Pologne) contribua à la facilité de ce quadrigue dont les chevaux tiraient à dia et à hue.

Tandis que le Reich déployait une ample offensive surtout économique — dans l'est de l'Europe, il préparait aussi le coup du 16 mars 1935 — la réintroduction du service militaire obligatoire, la première violation flagrante d'une clause du traité de Versailles. Le front de Stresa donna, pendant un instant, l'espoir d'une résistance unie face à l'agression, mais ce fut une illusion rapidement dissipée: sous le prétexte du pragmatisme, l'Angleterre conclut l'accord naval du juin 1935, légalisant ainsi ce qu'elle avait déclaré à Stresa comme illégal: premiers signes de la »diplomacy of appeasement« dont le fruit amer sera la guerre.

À l'automne de la même année, l'agression de l'Italie en Ethiopie portait une grave atteinte à l'institution destinée à défendre le système de Versailles.

1936—1938: *l'agonie de Versailles*. Pour A.J.P. Taylor la rémilitarisation de la Rhénanie fut la fin du système de Versailles; pour son compatriote Liddell-Hart, »le premier pas fatal« vers la guerre. A la lumière de nouvelles sources publiées, c'est le commencement de la crise qui devait aboutir à la guerre.

Berlin invoqua comme raison de son coup de force du 7 mars 1936 le traité franco-soviétique, qui aurait été incompatible avec celui de Locarno. En réalité, on espérait voir bientôt conclu un accord entre les Etats-Majors français et anglais sur les modalités de réagir contre une éventuelle violation de Locarno. La décision fut aussi accélérée par la crainte que la démarche de la S.D.N. auprès de l'Italie ne soit acceptée à Rome, ce qui aurait eu pour conséquence la reconstitution du front de Stresa.

La passivité de la France, l'absence de toute action pour rétablir le statut de Locarno concernant la Rhénanie fut moins le refus de mobiliser à la veille des élections que la conviction profondément enracinée dans les milieux officiels de Paris, selon laquelle des résultats décisifs contre l'Allemagne ne pouvaient être obtenus que dans le cadre d'une coalition. Or, comme Londres voulait négocier, Paris se résigna à voir Strasbourg exposé au feu des canons allemands.

Les conséquences de cette impuissance eurent une portée considérable. D'abord sur le plan politique le leadership passait de la

France à l'Angleterre. En même temps la fortification de la frontière allemande rendit sans doute difficile le jeu effectif des alliances lointaines que la France avait conclues. Les alliés de la France tiraient les conséquences. N. Titulescu, dont la politique étrangère s'était identifiée avec le maintien du statuquo, lançait, peu avant d'être éloginé par ses adversaires, un S.O.S. à la France en vue d'une attitude plus énergique. Le ministre roumain fut parmi les victimes de cette abdication de la France de son rôle de gardienne du système de Versailles.

*1936—1940: la mort de Versailles.* La rémilitarisation de la Rhénanie et la policy of appeasement ont précipité les coups de force du Reich. L'Anschluss fut la première atteinte aux clauses territoriales du Traité de Versailles et en même temps, permettant à la Wehrmacht de se frayer le chemin vers les fortifications tchèques du sud, il jeta les bases de l'accord de Munich.

La capitulation de Munich fut la première modification du statut territorial de l'Europe de Versailles avec le consentement des puissances tenues comme symboles et gardiennes du système lui-même: la France et l'Angleterre. À Munich, le fantôme du pacte des Quatre trouva une tragique incarnation, mais cette fois c'était Hitler qui en avait assez; il ne voulait plus des conférences pour avaler les coups de force; il voulait la guerre. Pour se mettre à l'abri d'une agression en face de laquelle elle se trouvait seule — Londres et Paris restant hésitants devant une alliance à Trois — l'Union Soviétique signa un traité de non-agression avec le Reich.

Après le démembrement de la Tchécoslovaquie et la défaite de la Pologne, la Roumanie — qui à l'époque de Munich était restée fidèle à son allié et en 1939, avait résisté aux injonctions allemandes malgré son traité économique avec le Reich — tira, dans son tragique isolement, les dures conséquences. Peu avant, la France s'était écroulée. Les panzers allemands avaient écrasé le système de Versailles.

»Drôle de guerre«, »guerre des occasions perdues«, erreurs tactiques, erreurs stratégiques furent invoquées pour expliquer la défaite. On devait reculer la recherche des causes. C'était surtout l'incapacité des puissances occidentales d'instaurer un système de sécurité collective en Europe, c'était l'incapacité de la France d'assurer la sécurité de sa propre frontière en 1936.

Sapé par des vices profondes, le système de Versailles s'est avéré incapable de répondre aux »challenges« qui lui furent adressés par ses adversaires.